



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE RENTRÉE DES PROFESSIONNEL.LE.S DU SPECTACLE, DU CINÉMA ET DE L'AUDIOVISUEL

LUNDI 24 SEPTEMBRE 2018 À 19H00 AU TARMAC

159 Avenue Gambetta, Paris 20 – M° Saint-Fargeau

La **CGT Spectacle**, ses **syndicats** vous convient à une réunion d'informations et de débats sur l'actualité sociale et la situation dans nos secteurs d'activités, organisée avec la CGT Culture.

Les perspectives budgétaires du ministère de la Culture sont plus que révoltantes, alors que les débats parlementaires vont démarrer. L'audiovisuel public est promis à une cure d'austérité sans précédent (suppression de 20% des postes). Le secteur de la création (spectacle vivant et arts plastiques) va quant à lui subir une réforme des aides aux équipes artistiques en vue, par exemple, de « rationaliser » les tournées ! Le financement du « Pass culture » - qui va essentiellement profiter aux géants économiques de nos secteurs - n'est toujours pas assuré.

Françoise Nyssen a par ailleurs été reconduite lors du dernier remaniement ministériel. Elle est affaiblie et décrédibilisée auprès des agents du ministère et des professionnel.le.s, suite à des révélations d'affaires dans la presse. L'Élysée gère directement les réformes et missions concernant l'audiovisuel public, le patrimoine et les résidences d'artistes. Le gouvernement travaille, par ailleurs, à un transfert des compétences des Directions Régionales des Affaires Culturelles vers les collectivités territoriales. Pour la création et les industries culturelles, ce serait la fin des financements croisés, sur lesquels s'est appuyé le développement de la décentralisation culturelle. Tout est en place pour un démantèlement du ministère et de ses missions.

- ♦ Les baisses de budgets, le désengagement des tutelles et le manque de perspectives et d'ambition pour nos secteurs **se font ressentir sur l'ensemble des salarié.e.s**, dans un grand nombre de structures culturelles. Nous faisons également face à un nombre de plus en plus récurrent de mouvements sociaux dans les entreprises, dénonçant des méthodes de management « pathogènes ».
- ♦ Au niveau de nos conventions collectives, les ordonnances ont accéléré le processus de « fusion des branches ». Derrière cette notion obscure se cache la possibilité de voir réunies plusieurs conventions collectives, avec notamment le risque de nivellement par le bas des conditions de travail et des salaires.
- ♦ Au niveau de l'assurance-chômage, Emmanuel Macron a décidé en plein mois de juillet que les économies déjà effectuées sur le dos des chômeurs ne suffisaient pas. Une nouvelle négociation va avoir lieu, et le nouveau patron du Medef compte en profiter pour exploser le système, en créant un filet de sécurité minimum et en revendiquant une baisse des cotisations patronales. Ces futures négociations auront évidemment des conséquences sur les salarié.e.s intermittent.e.s
- ♦ Des coups de rabot sur les retraites, de la médecine du travail et des minima sociaux sont en préparation. Ils auront des conséquences dans nos secteurs. La réforme des retraites devrait se préciser en octobre : la retraite par points serait une catastrophe pour tous les actifs actuels, notamment les travailleurs ayant connu le chômage, les accidents de carrière, donc les jeunes, les femmes, les artistes et techniciens intermittents du spectacle... sans parler, pour d'autres raisons, des régimes spéciaux de la Comédie Française et de l'Opéra de Paris que le gouvernement entend faire disparaître.

RASSEMBLONS-NOUS POUR DÉBATTRE, IMAGINER DES PERSPECTIVES DE LUTTES ET POUR PRÉPARER LA RIPOSTE. DÉFENDONS ENSEMBLE NOS DROITS À L'ASSURANCE CHÔMAGE, À LA RETRAITE ET NOTRE PROTECTION SOCIALE, OBTENONS L'ÉGALITÉ ENTRE FEMMES ET HOMMES, SAUVEGARDONS LE MINISTÈRE DE LA CULTURE ET SES MISSIONS !